

**PROTOCOLE D'ACCORD**

**RELATIF AUX SANCTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES EN CAS  
D'INFRACTIONS MIXTES COMMISES PAR DES MINEURS**

**ENTRE :**

La commune de Saint-Josse-ten-Noode représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Monsieur Emir KIR, Bourgmestre, et Monsieur Patrick NEVE, Secrétaire communal en exécution d'une décision du Conseil Communal du 24 mars 2021 ;

**ET :**

Le procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, représenté par Monsieur Le Procureur du Roi Jean-Marc MEILLEUR ;

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**I. Cadre légal**

La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1<sup>er</sup> juillet 2013), ci-après dénommée "loi SAC", dispose dans son article 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions suivantes au Code pénal :

- Article 398
- Article 448
- Article 521, 3<sup>ème</sup> alinéa
- Article 461
- Article 463
- Article 526
- Article 534bis
- Article 534ter
- Article 537
- Article 545
- Article 559; 1<sup>o</sup>
- Article 561, 1<sup>o</sup>
- Article 563, 2<sup>o</sup>
- Article 563, 3<sup>o</sup>
- Article 563bis

Pour les infractions ci-dessus, un protocole d'accord peut être conclu entre le procureur du Roi compétent et le collège des Bourgmestre et Echevins concernant les infractions mixtes. Ce protocole respecte l'ensemble des dispositions légales concernant notamment les procédures prévues pour les contrevenants et ne peut déroger aux droits de ceux-ci.

## **II. Infractions mixtes**

### **Article 1. – échange d’informations**

- Toutes les parties s’engagent à collaborer et à s’informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges.  
A cet effet, le Procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommé les “magistrat de référence SAC”. Les magistrats de référence pourront être contactés par les villes/communes liées par le présent accord en cas de difficultés concernant l’application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.
- Les coordonnées des magistrats de référence, et des personnes de référence au sein des communes **sont échangées entre les différents partenaires**. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.
- Les parties s’engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

### **Article 2. – Traitement des infractions mixtes**

#### **Préambule :**

**Le protocole s’applique uniquement aux mineurs dont l’âge accomplis est de 16 ans au moment des faits et dont les personnes qui exercent l’autorité parentale ou, en cas d’exercice conjoint par des personnes séparées, la personne chez qui l’intéressé réside habituellement, réside(nt) dans la Région de Bruxelles-Capitale. Dans les autres cas, le procès-verbal suit la voie classique.**

**Le protocole est également d’application lorsque ces personnes n’ont pas de résidence en Belgique ou lorsque leur résidence est inconnue ou incertaine.**

**Lorsque le mineur est un MENA (mineur étranger non accompagné), le protocole sera d’application à moins que le mineur ait déjà un tuteur et que celui-ci réside dans un autre arrondissement.**

**Les renseignements sur le parent gardien (identité et adresse) seront inscrits sur la 1<sup>er</sup> page du procès-verbal.**

**Lorsque l’infraction est commise par plusieurs suspects, un seul numéro de procès-verbal sera pris et autant de copie que de suspects seront envoyées aux services responsables.**

**Les antécédents concernant la même infraction seront stipulés dans le procès-verbal.**

## 2.1 - Options quant aux traitements des infractions mixtes

A- *Le Procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions mixtes ci-après énumérées et les communes concernées s'engagent à traiter les infractions dûment constatées :*

- **Indice de prévention 52. ART CP : 448** Injures.
- **Indice de préventions 50 ART CP 526,534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1°, 563, 2°** Dégradations sur des biens mobiliers et immobiliers sauf sur véhicule et caméras de surveillance.
- **Indice de préventions 92 ART CP 561,1°** Tapage nocturne.
- **Indice de préventions 92 ART CP 563,3°** Voies de faits et violences légères.
- **Indice de préventions 98 ART CP 563 bis°** Visage non identifiable dans l'espace public.

**Modalités :** La police transmet la 1<sup>er</sup> page SAC au Parquet section jeunesse et famille. L'original est envoyé directement au Fonctionnaire sanctionnateur du lieu des faits.

B- *Le Procureur du Roi s'engage à faire connaître dans un délai de 2 mois au fonctionnaire sanctionnateur qu'il ne réserve pas de suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions mixtes ci-après énumérées. En cas d'absence d'avis du parquet au fonctionnaire sanctionnateur dans le délai de deux mois, aucune SAC ne pourra être appliquée et le parquet pourra exercer des poursuites.*

- **Indice de préventions 12 ART CP 461 et 463** Vol à l'étalage commis par un auteur identifié ou identifiable (ex : au moyen d'images vidéos, d'une immatriculation, ...)

**Modalités :** L'original est transmis par mail (sans avis magistrat et sans audition du suspect) directement au Parquet à l'adresse suivante : [BXL.parquet.SACmineursfr@just.fgov.be](mailto:BXL.parquet.SACmineursfr@just.fgov.be). (Le Parquet reçoit des services de police, le dossier dans les 48heures du constat de l'infraction). L'original du PV sera transmis au parquet. Aucune copie du procès-verbal n'est transmise au Fonctionnaire sanctionnateur. Le parquet se chargera en fonction des suites réservées de l'envoi du dossier par mail au Fonctionnaire sanctionnateur dans un délai de maximum 2 mois après la réception du dossier. Le cas échéant, le parquet renseignera l'avocat du mineur qui sera repris dans le courrier adressé au BAJ. Lorsqu'un majeur est impliqué dans le dossier, le parquet informera par mail le Fonctionnaire sanctionnateur afin de le poursuivre administrativement.

C- *Le Procureur du Roi s'engage à apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions mixtes ci-après énumérées. Aucune copie du procès-verbal n'est transmise au Fonctionnaire sanctionnateur :*

- **Indice de prévention 43. ART CP : 398** Coups et blessures volontaires.
- **Indice de prévention 92. ART CP : 521 et 526** : Dégradations de véhicules et caméras de surveillance

## **2.2 - Modalités particulières**

1. Si les faits visés dans le présent protocole sont liés à d'autres faits ou phénomènes (violence-intrafamiliale dans le cadre d'une manifestation, de débordement, ...) qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou ont débouché sur une **mise à disposition du Parquet**, l'application de la procédure des sanctions administratives est exclue. Il en est de même en ce qui concerne la qualité du suspect lorsqu'il a un statut en « bande urbaine » attribué par le Parquet.
2. Au cas où le fonctionnaire sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, soit que le dossier est problématique (décrochage scolaire, situation familiale fragile, la répétition d'infractions mixtes), soit que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il informera immédiatement le magistrat de référence SAC.
3. Compte tenu de la nature des faits communiqués, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai de 2 mois de la communication, le fonctionnaire sanctionnateur, lequel clôturera la procédure administrative. Sans décision du Procureur du Roi, le fonctionnaire sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.
4. Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un suspect inconnu, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal au Fonctionnaire sanctionnateur. Si le suspect initialement inconnu est identifié par la suite, le Procureur du Roi peut décider de ne pas engager de poursuites et transférer l'affaire au fonctionnaire sanctionnateur compétent.
5. Lorsque les mineurs dont les personnes qui exercent l'autorité parentale ou, en cas d'exercice conjoint par des personnes séparées, la personne chez qui l'intéressé réside habituellement a ou ont une résidence connue à l'étranger, le procès-verbal suit la voie classique.

### **Article 3**

La présente convention est conclue sous la condition résolutoire de la suspension et/ou de l'annulation par l'autorité de tutelle dont dépend la Ville de la délibération du Conseil communal ratifiant la présente convention.

### **Article 4**

Les différents partenaires se réuniront au moins une fois par an afin d'évaluer la situation et de faire le point sur les différentes procédures mises en place.


Fait à Saint-Josse-ten-Noode, le 25 mars 2021, en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

**Pour la commune de Saint-Josse-ten-Noode,**

Le Bourgmestre,  
Emir KIR

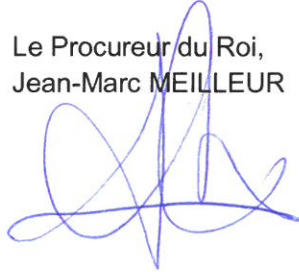


Le Secrétaire communal,  
Patrick NEVE  
Marie-Rose LAEVERS



**Pour le Parquet du procureur du Roi de  
Bruxelles**

Le Procureur du Roi,  
Jean-Marc MEILLEUR



## PROTOCOLAKKOORD

### BETREFFENDE GEMEENTELIJKE ADMINISTRATIEVE SANCTIES BIJ GEMENGDE INBREUKEN BEGAAN DOOR MINDERJARIGEN

#### TUSSEN :

De gemeente Sint-Joost-ten-Node, vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam heer Emir KIR, Burgemeester, en de heer Patrick NEVE, Gemeentesecretaris, handelen in uitvoering van de beslissing van de Gemeenteraad van 24 maart 2021 ;

#### EN :

De procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Brussel, vertegenwoordigd door procureur des Konings de heer Jean-Marc Meilleur,

#### WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

##### I. Wettelijk kader

De wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (B.S. van 1 juli 2013), hierna de 'GAS-wet' genoemd, bepaalt in artikel 3, 1° en 2° dat de Gemeenteraad in zijn reglementen of verordeningen kan voorzien in een administratieve sanctie voor de volgende inbreuken op het Strafwetboek:

- Artikel 398
- Artikel 448
- Artikel 521, 3e lid
- Artikel 461
- Artikel 463
- Artikel 526
- Artikel 534bis
- Artikel 534ter
- Artikel 537
- Artikel 545
- Artikel 559; 1°
- Artikel 561, 1°
- Artikel 563, 2°
- Artikel 563, 3°
- Artikel 563bis

Voor de bovengenoemde inbreuken kan een protocolakkoord worden afgesloten tussen de bevoegde procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen betreffende

de gemengde inbreuken. Dit protocol leeft alle wettelijke bepalingen betreffende met name de voorziene procedures voor de overtreeders na en mag niet afwijken van hun rechten.

## **II. Gemengde inbreuken**

### **Artikel 1. – Uitwisseling van informatie**

- Alle partijen verbinden zich ertoe om samen te werken en elkaar te informeren binnen de grenzen van hun bevoegdheden en staan garant voor de vertrouwelijkheid van deze uitwisseling.  
Daartoe duidt de procureur des Konings een of meer magistraten van zijn arrondissement aan, hierna de 'referentiemagistraten GAS' genoemd. De referentiemagistraten kunnen door de door dit akkoord verbonden steden/gemeenten worden gecontacteerd in geval van moeilijkheden bij het toepassen van de wet of dit protocol of om informatie te verkrijgen over het gevolg dat is gegeven aan bepaalde processen-verbaal.
- De contactgegevens van de referentiemagistraten en van de referentiepersonen in de gemeenten worden **onder de verschillende partners uitgewisseld**. De briefwisseling en/of telefoongesprekken en/of e-mailberichten betreffende de administratieve sancties worden aan hen gericht.
- De partijen verbinden zich ertoe om elke wijziging van de contactgegevens van de bovengenoemde personen onverwijld te melden.

### **Artikel 2. – Behandeling van gemengde inbreuken**

#### **Inleiding:**

Het protocol is enkel van toepassing op minderjarigen die op het ogenblik van de feiten de leeftijd van 16 jaar hebben bereikt en waarvan de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, of in het geval van co-ouderschap bij gescheiden ouders de persoon waarbij de betrokkene gewoonlijk verblijft, een verblijfplaats heeft of hebben in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. In de andere gevallen volgt het proces-verbaal de klassieke weg.

Het protocol is ook van toepassing wanneer deze personen geen verblijfplaats hebben in België of wanneer hun verblijfplaats onbekend of onzeker is.

Indien de minderjarige een NBMV (niet-begeleide minderjarige vreemdeling) is, is het protocol van toepassing tenzij de minderjarige reeds een voogd heeft en deze voogd in een ander arrondissement verblijft.

De gegevens van de ouder met het hoederecht (identiteit en adres) zijn vermeld op de eerste pagina van het proces-verbaal.

**Wanneer de inbreuk door meerdere verdachten is begaan, wordt er slechts één pv-nummer genomen en worden er evenveel kopieën als verdachten naar de verantwoordelijke diensten verstuurd.**

**Antecedenten over dezelfde inbreuk worden gepreciseerd in het proces-verbaal.**

### **2.1 - Opties betreffende de behandeling van gemengde inbreuken**

A- De procureur des Konings verbindt zich ertoe om voor de hierna opgesomde gemengde inbreuken geen vervolging in te stellen, en de betrokken gemeenten verbinden zich ertoe om de naar behoren vastgestelde inbreuken af te handelen:

- **Preventiecode 52. ART SW: 448** Beledigingen.
- **Preventiecode 50 ART SW 526,534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1°, 563, 2°** Vernieling van roerende en onroerende goederen met uitzondering van voertuigen en bewakingscamera's.
- **Preventiecode 92 ART SW 561,1°** Nachtlawaai.
- **Preventiecode 92 ART SW 563,3°** Feitelikheden of lichte gewelddaden.
- **Preventiecode 98 ART SW 563 bis°** Niet-identificeerbaar gezicht in de openbare ruimte.

**Modaliteiten:** De politie bezorgt de 1e pagina APO/GAS aan de afdeling Jeugd en Gezin van het parket. Het origineel wordt direct naar de sanctionerende ambtenaar van de plaats van de feiten verstuurd.

B- De procureur des Konings verbindt zich ertoe om de sanctionerende ambtenaar binnen een termijn van 2 maanden te laten weten dat hij geen gevolg geeft aan de hierna opgesomde gemengde inbreuken (volgens de modaliteiten van zijn vervolgsbeleid). Bij gebrek aan een kennisgeving van het parket aan de sanctionerende ambtenaar binnen een termijn van 2 maanden, kan er geen GAS worden toegepast en zal het parket kunnen vervolgen.

- **Preventiecode 12 ART SW 461 en 463** Winkeldiefstal gepleegd door een geïdentificeerde of identificeerbare dader (bv. door videobeelden, een nummerplaat, ...).

**Modaliteiten:** het origineel wordt per mail rechtstreeks overgemaakt aan het parket (zonder kennisgeving van de magistraat en zonder verhoor van de verdachte) via het volgende e-mailadres: [BXL.parquet.SACmineursnl@just.fgov.be](mailto:BXL.parquet.SACmineursnl@just.fgov.be). (Het parket krijgt van de politiediensten binnen 48 uur het dossier met de vaststelling van de inbreuk). Het origineel van het pv wordt overgemaakt aan het parket. Er wordt geen kopie van het proces-verbaal overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar. Afhankelijk van het gegeven gevolg verstuurt het parket het dossier per mail naar de sanctionerende ambtenaar binnen een termijn van maximaal 2 maanden na ontvangst van het dossier. Indien nodig, brengt het parket de advocaat van de minderjarige op de hoogte, die vermeld staat in de brief geadresseerd aan het bureau voor juridische bijstand. Wanneer bij het dossier een meerderjarige betrokken is, brengt het parket de sanctionerende ambtenaar hiervan op de hoogte om die meerderjarige administratief te vervolgen.



C- De procureur des Konings verbindt zich ertoe om gevolg te geven aan de hierna opgesomde gemengde inbreuken (volgens de modaliteiten van zijn vervolgsbeleid). Er wordt geen kopie van het proces-verbaal overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar.

- **Preventiecode 43. ART SW: 398** Vrijwillige slagen en verwondingen.
- **Preventiecode 92. ART SW: 521 en 526** Vernieling van voertuigen en bewakingscamera's.

## **2.2 Bijzondere modaliteiten**

1. Wanneer de in dit protocol bedoelde feiten betrekking hebben op andere daden of verschijnselen (intrafamiliaal geweld) die niet in aanmerking komen voor een administratieve sanctie of die uitmondten in een **terbeschikkingstelling van het parket**, is de toepassing van de procedure voor administratieve sancties uitgesloten. Hetzelfde geldt voor de hoedanigheid van de verdachte wanneer die gekend is als lid van een stadsbende.
2. Indien de bevoegde sanctionerende ambtenaar tijdens het toepassen van de procedure tot het opleggen van een gemeentelijke administratieve geldboete vaststelt dat het dossier problematisch is (schoolverzuim) of dat de verdachte zich kennelijk ook schuldig heeft gemaakt aan andere misdrijven, geeft hij de feiten aan bij de referentiemagistraat GAS.
3. Rekening houdend met de aard van de aangegeven feiten, beslist de referentiemagistraat GAS of hij zich verbindt tot het geven van een gevolg voor het geheel van de feiten, met inbegrip van het feit of de feiten waarvoor de administratieve procedure werd ingesteld. Hij brengt de sanctionerende ambtenaar daarvan op de hoogte binnen de termijn van 2 maanden na de aangifte, die vervolgens de administratieve procedure afsluit. Zonder de beslissing van de procureur des Konings heeft de sanctionerende ambtenaar niet langer de mogelijkheid om een administratieve geldboete op te leggen.
4. Als het gaat om vaststellingen met een onbekende verdachte, zal er geen kopie van het proces-verbaal worden overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar. Indien de aanvankelijk onbekende verdachte later wordt geïdentificeerd, kan de procureur des Konings beslissen om geen vervolging in te stellen, en de zaak overmaken aan de bevoegde sanctionerende ambtenaar.
5. Indien de minderjarigen waarvan de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, of in het geval van co-ouderschap bij gescheiden ouders de persoon waarbij de betrokkene gewoonlijk verblijft, een gekende verblijfplaats in het buitenland hebben of heeft, volgt het proces-verbaal de klassieke weg.

### **Artikel 3**

Deze overeenkomst wordt gesloten onder de ontbindende voorwaarde van opschorting en/of vernietiging door de toezichthoudende overheid onder wie de gemeente van de beraadslaging van de Gemeenteraad, die deze overeenkomst goedkeurt, ressorteert.

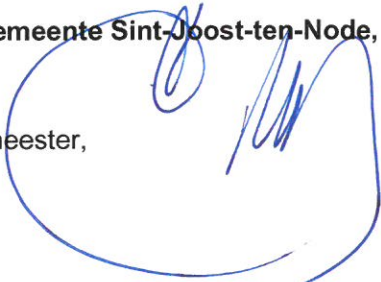
#### **Artikel 4**

De verschillende partijen komen minstens één keer per jaar samen om de toestand te evalueren en een stand van zaken op te maken met betrekking tot de verschillende uitgerolde procedures.

Opgemaakt te Sint-Joost-ten-Node, op 25 maart 2021, in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

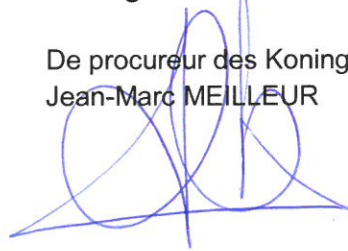
**Voor de gemeente Sint-Joost-ten-Node,**

De Burgemeester,  
Emir KIR



**Voor het parket van de procureur des  
Konings van Brussel**

De procureur des Konings,  
Jean-Marc MEILLEUR



De gemeentesecretaris,  
Patrick NEVE

Marie-Rose LAEVERS

